

## ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE (non audité)

(M\$ CA)	Au 30 juin 2022	Au 31 décembre 2021
<b>Actif net disponible pour le service des prestations</b>		
<b>ACTIFS</b>		
Trésorerie	422 \$	484 \$
Somme à recevoir de la province de l'Ontario	2 464	3 234
Somme à recevoir des courtiers	295	26
Placements (note 2)	308 395	321 473
Locaux et matériel	84	91
	<b>311 660</b>	<b>325 308</b>
<b>PASSIFS</b>		
Créditeurs et charges à payer	509	693
Somme à verser aux courtiers	395	523
Passifs liés aux placements (note 2)	68 306	82 510
	<b>69 210</b>	<b>83 726</b>
<b>Actif net disponible pour le service des prestations</b>	<b>242 450 \$</b>	<b>241 582 \$</b>
<b>Prestations de retraite constituées et excédent/(déficit)</b>		
Prestations de retraite constituées (note 3)	192 756 \$	257 482 \$
Excédent/(déficit)	49 694	(15 900)
<b>Prestations de retraite constituées et excédent/(déficit)</b>	<b>242 450 \$</b>	<b>241 582 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires.

## ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS (non audité)

Pour le semestre clos le 30 juin (M\$ CA)	2022	2021
<b>Actif net disponible pour le service des prestations, au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>241 582 \$</b>	<b>221 241 \$</b>
<b>Opérations de placements</b>		
Revenu de placement net (note 5)	3 154	8 589
Frais d'administration	(360)	(322)
Opérations de placements, montant net	<b>2 794</b>	<b>8 267</b>
<b>Opérations de services aux participants</b>		
Cotisations (note 7)	1 705	1 682
Prestations (note 8)	(3 589)	(3 432)
Frais d'administration	(42)	(42)
Opérations de services aux participants, montant net	<b>(1 926)</b>	<b>(1 792)</b>
<b>Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations</b>	<b>868</b>	<b>6 475</b>
<b>Actif net disponible pour le service des prestations, au 30 juin</b>	<b>242 450 \$</b>	<b>227 716 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires.

## ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE L'ÉVOLUTION DES PRESTATIONS DE RETRAITE CONSTITUÉES (non audité)

Pour le semestre clos le 30 juin (M\$ CA)	2022	2021
<b>Prestations de retraite constituées, au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>257 482 \$</b>	257 330 \$
<b>Augmentation des prestations de retraite constituées</b>		
Intérêts sur les prestations de retraite constituées	3 226	2 581
Prestations de retraite constituées	4 795	4 891
Pertes actuarielles (note 3c)	5 331	—
	<b>13 352</b>	7 472
<b>Diminution des prestations de retraite constituées</b>		
Prestations versées (note 8)	3 589	3 432
Modification des hypothèses et méthodes actuarielles (note 3 a)	74 489	21 064
	<b>78 078</b>	24 496
<b>Diminution nette des prestations de retraite constituées</b>	<b>(64 726)</b>	(17 024)
<b>Prestations de retraite constituées, au 30 juin</b>	<b>192 756 \$</b>	240 306 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires.

## ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DU DÉFICIT (non audité)

Pour le semestre clos le 30 juin (M\$ CA)	2022	2021
<b>Déficit, au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>(15 900) \$</b>	(36 089) \$
Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations	868	6 475
Diminution nette des prestations de retraite constituées	64 726	17 024
<b>Excédent/(déficit), au 30 juin</b>	<b>49 694 \$</b>	(12 590) \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires.

# NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

Pour le semestre clos le 30 juin 2022

## DESCRIPTION DU RREO ET DU RÉGIME DE RETRAITE

La description suivante du Conseil du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (le RREO) et du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (le Régime) n'est qu'un résumé. Pour obtenir plus de renseignements, il faut se reporter à la *Loi sur le régime de retraite des enseignants (Ontario)* (LRRE), telle qu'elle a été modifiée et à d'autres documents constitutifs.

### a) Généralités

Le régime est un régime de retraite contributif à prestations définies, dont répondent conjointement la province de l'Ontario (la province) et la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (la FEO) [les corépondants]. Les principales modalités du régime sont présentées dans l'annexe 1 de la LRRE.

Le régime est enregistré auprès de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF) et agréé en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) en tant que régime de retraite agréé (RPA) non assujetti à l'impôt du Canada, sous le numéro 0345785. Le régime peut être assujetti à l'impôt sur le revenu gagné dans d'autres territoires.

Le Régime est administré et les investissements sont gérés par le RREO. En vertu de la LRRE, le Conseil du RREO constitue une personne morale sans capital-actions non assujettie à la *Loi sur les personnes morales (Ontario)*.

Le RREO est supervisé par des membres professionnels indépendants du conseil d'administration (le conseil). Les corépondants nomment chacun cinq membres au conseil et choisissent ensemble le président.

### b) Capitalisation

Les prestations aux termes du régime sont capitalisées par voie de cotisations et de revenus de placement. Les cotisations sont versées par les participants actifs au régime et un montant correspondant est versé par la province ou les employeurs désignés. La valeur des prestations de retraite constituées et des cotisations exigées est établie en fonction d'évaluations actuarielles périodiques.

### c) Rentes de retraite

Des rentes de retraite sont offertes d'après le nombre d'années de service décomptées, la moyenne des cinq meilleures années de salaire et l'âge du participant au moment du

départ à la retraite. Un participant est admissible à une rente de retraite réduite à partir de 50 ans. Il a droit à une rente sans réduction à compter de 65 ans ou à tout âge si la somme de son âge et de ses états de service admissibles égale 85 selon la première des deux échéances.

### d) Rentes d'invalidité

Une rente d'invalidité est accessible à tout âge à un participant ayant accumulé au moins 10 années de service admissibles, qui est devenu invalide pendant qu'il était employé dans le domaine de l'éducation et qui cesse d'être employé dans le domaine de l'éducation en raison de l'invalidité. Le type de rente est fonction du degré d'invalidité.

### e) Prestations de décès

Des prestations de décès sont offertes au décès d'un participant actif et pourraient l'être au décès d'un participant retraité. Les prestations peuvent être versées sous forme d'une rente de survivant, ou d'une somme forfaitaire, ou des deux.

### f) Indexation des prestations

Les prestations de retraite sont rajustées chaque année en fonction de l'inflation, sous réserve d'un plafond de 8 % et d'un plancher de 0 % par année, tout excédent au-dessus ou en dessous de ces limites étant reporté. Conformément aux modalités du régime, l'indexation annuelle est effectuée en janvier de chaque année et est déterminée comme étant le rapport entre la moyenne sur 12 mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) se terminant le mois de septembre le plus récent et la moyenne sur 12 mois de l'IPC se terminant le mois de septembre précédent (le ratio de l'IPC).

Pour les services décomptés jusqu'au 31 décembre 2009, la protection contre l'inflation est de 100 % du ratio de l'IPC. Les services décomptés après le 31 décembre 2009 font l'objet d'une protection conditionnelle contre l'inflation. Pour les services décomptés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et le 31 décembre 2013, le niveau de protection minimale contre l'inflation est établi à 50 % du ratio de l'IPC. Les services décomptés après 2013 ne bénéficient d'aucune protection minimale contre l'inflation. Les niveaux de protection contre l'inflation indiqués dans l'évaluation actuarielle la plus récente qui a été déposée demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient modifiés dans un dépôt subséquent. La protection intégrale contre l'inflation pour les services décomptés après 2009 peut être rétablie pour les années ultérieures, selon l'état de capitalisation du régime.

## NOTE 1.

### SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

#### a) Mode de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés (les états financiers intermédiaires) sont dressés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle du RREO, conformément aux dispositions de la partie IV – Normes comptables pour les régimes de retraite (chapitre 4600) du Manuel des Comptables professionnels agréés (CPA) Canada. Le chapitre 4600 donne des directives comptables précises sur les placements et les obligations au titre des prestations de retraite. En ce qui a trait aux conventions comptables qui ne sont pas directement liées aux placements ou aux obligations au titre des prestations de retraite, le RREO doit toujours se conformer à la partie I – Normes internationales d'information financière (IFRS) ou à la partie II – Normes comptables pour les entreprises à capital fermé du Manuel de CPA Canada. Le RREO a choisi de se conformer aux IFRS de la partie I du Manuel de CPA Canada. Lorsque les IFRS de la partie I ne concordent pas avec les dispositions du chapitre 4600, ce dernier a la priorité.

Il convient de lire les états financiers intermédiaires conjointement avec les états financiers consolidés annuels et les notes annexes incluses dans le Rapport annuel 2021 du régime. Les états financiers intermédiaires sont régis par les politiques et méthodes comptables utilisées pour dresser les états financiers consolidés annuels 2021 audités, à l'exception du changement dans la présentation des biens immobiliers, décrit ci-dessous.

En vertu du chapitre 4600, les actifs détenus sous forme de placements, y compris ceux sur lesquels le RREO a le contrôle ou sur lesquels il a une influence notable, sont mesurés à leur juste valeur et présentés sur une base non consolidée. Le RREO consolide l'Ontario Teachers' Finance Trust (OTFT), une entité qui soutient les activités de financement du RREO et dont le papier commercial et les titres de créance à terme émis sont garantis par le RREO. Les sociétés de portefeuille en propriété exclusive gérées par le RREO sont également consolidées. Les sociétés de portefeuille gérées par des parties externes ne sont pas consolidées et sont comptabilisées comme des actifs détenus sous forme de placements du RREO.

#### Changement dans la présentation des biens immobiliers

En 2022, le RREO a modifié sa convention comptable relative aux placements immobiliers. Antérieurement, le RREO a consolidé La Corporation Cadillac Fairview Limitée (CCFL) et le Cadillac Fairview Properties Trust (CFPT). En vertu du chapitre 4600 – Régimes de retraite du Manuel des Comptables professionnels agréés (CPA) Canada, les placements doivent être présentés sur une base non consolidée même lorsque le RREO exerce un contrôle

effectif. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, les actifs détenus sous forme de placements immobiliers du RREO sont présentés sur une base non consolidée. Cette modification comptable a été apportée pour tenir compte de la mise à jour de notre stratégie de placements immobiliers, y compris la façon dont les titres investis en immobilier sont évalués et l'application d'un traitement uniforme du passif immobilier à d'autres catégories d'actifs.

Il n'y a eu aucune incidence sur l'actif net disponible pour le service des prestations. Aucun changement n'a été apporté à l'état consolidé intermédiaire de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations.

La publication des états financiers intermédiaires a été autorisée par résolution du conseil le 11 août 2022.

#### b) Modifications courantes et futures des conventions comptables

Aucune nouvelle convention comptable n'a été adoptée pour le semestre clos le 30 juin 2022.

#### Changements futurs des conventions comptables

L'évolution des normes comptables et les modifications qu'apporte le Conseil des normes comptables internationales font l'objet d'un suivi attentif. Au cours du semestre clos le 30 juin 2022, il n'y a pas eu de normes IFRS publiées, de changements aux normes existantes ou de nouvelles interprétations qui ont eu une incidence importante sur les états financiers intermédiaires. Aucune norme IFRS publiée, ni modifications aux normes existantes, ni nouvelles interprétations dont les dates d'effet sont le 1<sup>er</sup> janvier 2022 ou après ne devraient avoir une incidence importante sur les états financiers intermédiaires.

#### c) Placements

##### Évaluation des placements

Les placements et les passifs liés aux placements sont présentés à leur juste valeur à la note 2a. La juste valeur est le prix reçu à la vente d'un actif ou payé au transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale (c'est-à-dire une valeur de sortie) qui serait conclue entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Sur un marché actif, la juste valeur correspond davantage au prix coté. S'il n'y a pas de marché actif, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation reposant sur une utilisation optimale des données observées sur les marchés.

Les détails relatifs aux méthodes d'évaluation sont communiqués dans les états financiers consolidés annuels audités les plus récents. Aucun changement n'a été apporté aux méthodes d'évaluation depuis le 31 décembre 2021.

Les répercussions de la guerre en Ukraine et de la COVID-19 sur la chaîne d'approvisionnement ont créé une conjoncture économique incertaine et difficile, entraînant une inflation plus élevée, une hausse des taux d'intérêt, une augmentation des prix du pétrole et une volatilité des marchés publics. Malgré cette conjoncture, le RREO a continué de suivre un processus d'évaluation exhaustif qui tient compte de l'incidence des défis et des changements touchant les facteurs macroéconomiques sur l'évaluation de ses placements et de ses passifs liés aux placements à la date des présents états financiers intermédiaires. Toutefois, ces estimations sont sensibles aux hypothèses et aux facteurs clés qui peuvent faire l'objet de changements importants. Veuillez consulter la note 2b pour l'analyse de sensibilité. Nous continuons de surveiller la situation, notamment les changements liés aux facteurs macroéconomiques, ainsi que leurs répercussions sur les placements du RREO.

### **Hiérarchie des évaluations à la juste valeur**

Les actifs détenus sous forme de placements et les passifs liés aux placements sont classés et présentés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations à la juste valeur :

- Niveau 1 – les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 – les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour les actifs ou les passifs, directement ou indirectement; et
- Niveau 3 – les données non observables.

Si différents niveaux de données sont utilisés pour mesurer la juste valeur d'un placement, le classement dans la hiérarchie doit être déterminé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance par rapport à l'évaluation de la juste valeur dans son intégralité.

### **Comptabilisation à la date de transaction**

L'achat et la vente de placements et de contrats dérivés sont enregistrés à la date à laquelle la transaction est effectuée.

### **Revenu de placement net**

Les revenus de dividendes sont constatés à la date ex-dividende, et les revenus d'intérêts sont constatés suivant la méthode de la comptabilité d'engagement à mesure qu'ils sont gagnés. Le revenu de placement net comprend également les gains et les pertes réalisés et non réalisés. Les gains et les pertes non réalisés sont constatés uniquement lorsque la juste valeur du placement est fondée sur un cours dans un marché actif ou lorsqu'une

évaluation, au moyen des techniques appropriées, est effectuée et approuvée par la direction.

### **Coûts de transaction**

Les coûts de transaction sont des coûts différentiels directement attribuables à l'acquisition, à l'émission ou à la sortie d'un actif financier ou d'un passif financier. Les coûts de transaction sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les montants des transactions reçus par le RREO qui sont directement attribuables à l'acquisition d'un placement sont présentés après déduction des coûts de transaction payés.

### **Frais de gestion**

Lorsqu'ils sont facturés directement ou que l'information est accessible autrement dans des avis de capital ou d'autres communications du gestionnaire, les frais de gestion et de rendement des gestionnaires de placement externes et des administrateurs sont soit passés en charges lorsqu'ils sont engagés, soit déduits du revenu de placement. Les frais de gestion comprennent les coûts différentiels payés à des parties externes qui sont directement attribuables à des placements existants et ne sont pas liés à l'acquisition ou à la sortie de placements.

### **Réforme de l'indice de référence des taux d'intérêt**

Notre programme à l'échelle du RREO continue d'appuyer la transition des taux interbancaires offerts (TIO) vers des taux sans risque (TSR), y compris la détermination et l'atténuation des risques connexes. Dans le cadre de la réforme de l'indice de référence des taux d'intérêt, la publication de tous les TIO en devises autres que le dollar américain a cessé le 31 décembre 2021. Au 30 juin 2022, nous avons effectué la transition de tous les contrats reposant sur des TIO en devises autres que le dollar américain selon une date de cessation annoncée précédemment, et nous procédons actuellement à la transition des contrats fondés sur le TIOL en dollars américains avant la date de cessation du 30 juin 2023.

Le 16 mai 2022, Refinitiv Benchmark Services (UK) Limited (RBSL), l'administrateur de Canadian Dollar Offered Rate (CDOR), un indice de référence de taux d'intérêt assujéti au Benchmark Regulation (BMR) du Royaume-Uni, a annoncé que le calcul et la publication de toutes les échéances de CDOR cesseront définitivement le 28 juin 2024. Nous avons intégré ce développement à notre programme à l'échelle du RREO.

Le tableau ci-dessous présente les expositions du RREO à d'importants TIO visés par la réforme, qui se rapportent à des produits dérivés et non dérivés n'ayant pas encore fait la transition à d'autres taux de référence.

## Expositions aux taux de référence visés par la réforme des TIO<sup>1</sup>

(M\$ CA)	Au 30 juin 2022	
	TIOL en dollars	CDOR
Actifs financiers non dérivés	5 968	713
Passifs financiers non dérivés	375	750
Montants nominaux des dérivés	34 410	26 088

<sup>1</sup> Le TIOL en dollars américains passe au SOFR (Secured Overnight Financing Rate – taux de financement à un jour garanti) et le CDOR passe au CORRA (Canadian Overnight Repo Rate Average – taux des opérations de pension à un jour).

La note 1b des états financiers consolidés audités de 2021 contient de plus amples renseignements sur le programme de réforme des TIO à l'échelle du RREO.

### d) Conversion de devises

Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de fin de la période. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés découlant de ces conversions sont inclus dans les gains nets réalisés et non réalisés du revenu de placement.

### e) Prestations de retraite constituées

La valeur et l'évolution des prestations de retraite constituées au cours de l'exercice sont fondées sur une évaluation actuarielle effectuée par Mercer (Canada) limitée (l'actuaire externe), un cabinet d'actuaires indépendant. L'évaluation est effectuée annuellement au 31 août, puis extrapolée jusqu'à la fin de l'exercice et jusqu'au 30 juin de l'exercice suivant. L'évaluation est fondée sur la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, et sur les meilleures estimations de la direction, à la date de l'évaluation, quant aux hypothèses économiques et autres.

Comme indiqué au paragraphe f) de la note Description du régime, les services décomptés après le 31 décembre 2009 font l'objet d'une protection conditionnelle contre l'inflation, qui dépend de l'état de capitalisation du régime. Pour les évaluations aux fins des états financiers, les rentes futures sont indexées en fonction des taux d'indexation indiqués dans l'évaluation actuarielle la plus récente qui a été déposée.

### f) Cotisations

Les cotisations des participants, de la province et des employeurs désignés sont constatées suivant la méthode de la comptabilité d'engagement. Les sommes reçues des participants

pour des services décomptés et les sommes transférées d'autres régimes de retraite sont comptabilisées à la date d'encaissement.

### g) Prestations

Les sommes versées à titre de prestations à des participants ou autres, de valeur de rachat et de remboursement à d'anciens participants, ainsi que les sommes transférées dans d'autres régimes sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont versées. Les prestations de retraite constituées englobent les prestations encore à payer.

### h) Locaux et matériel

Les locaux et le matériel sont comptabilisés au coût et amortis selon le mode linéaire sur leur durée de vie utile estimative. Les locaux et le matériel comprennent également l'actif au titre du droit d'utilisation comptabilisé selon l'IFRS 16.

### i) Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers intermédiaires exige de la direction qu'elle fasse des estimations et des hypothèses qui influent principalement sur la valeur présentée des actifs et des passifs, ainsi que sur les produits et les charges. Sans cesse renouvelées, les estimations et les hypothèses reposent sur les résultats historiques et d'autres facteurs, y compris les attentes relatives à des événements futurs qui sont considérées raisonnables et pertinentes dans les circonstances. Les effets d'une modification à une estimation ou à une hypothèse sont comptabilisés au cours de la période où cette estimation ou hypothèse est modifiée. Les estimations et hypothèses importantes servent surtout à établir la valeur des prestations de retraite constituées et la juste valeur des placements, ainsi que des sommes à recevoir et des passifs liés aux placements. La note 3 explique comment les estimations et les hypothèses servent à établir la valeur des prestations de retraite constituées, tandis que la note 1c explique comment les estimations et les hypothèses servent à établir le calcul de la juste valeur des placements, ainsi que des sommes à recevoir et des passifs liés aux placements.

### j) Éventualités

Un passif éventuel est une obligation potentielle qui dépend de la survenance ou de la non-survenance d'un ou de plusieurs événements futurs qui échappent au contrôle du Conseil du RREO. Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés, mais leur nature et leur ampleur sont présentées dans les notes aux états financiers intermédiaires. Une provision pour une obligation actuelle est comptabilisée lorsqu'une estimation fiable peut être faite et que le règlement de l'obligation est probable.

## NOTE 2.

### PLACEMENTS

Le RREO investit, directement ou par l'entremise de produits dérivés, dans des actions, des titres à revenu fixe, des placements non traditionnels, des placements sensibles à l'inflation et des placements dans des actifs réels.

#### (a) Placements

Le tableau ci-dessous présente un résumé des placements du RREO ainsi que des passifs liés aux placements, y compris les intérêts et les dividendes courus nets totalisant 717 M\$ (519 M\$ au 31 décembre 2021) :

(M\$ CA)	Au 30 juin 2022		Au 31 décembre 2021	
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
<b>Actions</b>				
Cotées en bourse				
Canadiennes	130 \$	133 \$	1 187 \$	1 012 \$
Non canadiennes	16 037	17 349	23 782	18 977
Hors bourse				
Canadiennes	9 218	5 117	8 826	4 318
Non canadiennes	54 913	37 670	53 006	35 735
	80 298	60 269	86 801	60 042
<b>Titres à revenu fixe</b>				
Obligations	56 348	59 767	60 645	60 900
Placements à court terme	25 130	25 099	27 534	27 527
Titres canadiens à taux réels	9 480	7 072	11 312	7 076
Titres non canadiens à taux réels	2 344	2 423	4 579	4 377
	93 302	94 361	104 070	99 880
<b>Placements non traditionnels</b>	26 156	22 111	23 409	20 171
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>				
Marchandises	1 175	853	1 143	853
Terrains forestiers exploitables	2 237	1 382	2 236	1 364
Ressources naturelles	8 124	6 928	7 196	6 823
	11 536	9 163	10 575	9 040
<b>Actifs réels</b>				
Biens immobiliers	28 713	20 520	31 856	23 417
Infrastructures	30 678	23 521	26 118	18 919
	59 391	44 041	57 974	42 336
	270 683	229 945	282 829	231 469

(M\$ CA)	Au 30 juin 2022		Au 31 décembre 2021	
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
<b>Sommes à recevoir liées aux placements</b>				
Titres achetés en vertu de conventions de revente	26 337 \$	26 385 \$	29 943 \$	30 017 \$
Garantie en trésorerie déposée en vertu d'un arrangement d'emprunt	1 499	1 499	2 076	2 076
Garantie en trésorerie versée en vertu d'annexes de soutien au crédit	1 511	1 511	9	9
Contrats dérivés, montant net	8 365	1 895	6 616	2 700
	<b>37 712</b>	<b>31 290</b>	<b>38 644</b>	<b>34 802</b>
<b>Placements, montant total</b>	<b>308 395</b>	<b>261 235</b>	<b>321 473</b>	<b>266 271</b>
<b>Passifs liés aux placements</b>				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	(16 346)	(16 397)	(25 529)	(25 690)
Titres vendus à découvert				
Actions	(1 502)	(1 611)	(2 071)	(2 027)
Titres à revenu fixe	(13 425)	(15 025)	(17 103)	(17 024)
Biens immobiliers <sup>1</sup>	—	—	(5 489)	(5 186)
Papier commercial	(2 532)	(2 499)	(2 501)	(2 488)
Titres de créance à terme	(24 538)	(27 766)	(23 409)	(24 185)
Garantie en trésorerie reçue en vertu d'annexes de soutien au crédit	(2 359)	(2 359)	(1 723)	(1 723)
Contrats dérivés, montant net	(7 604)	(1 387)	(4 685)	(1 780)
	<b>(68 306)</b>	<b>(67 044)</b>	<b>(82 510)</b>	<b>(80 103)</b>
<b>Placements, montant net</b>	<b>240 089 \$</b>	<b>194 191 \$</b>	<b>238 963 \$</b>	<b>186 168 \$</b>

<sup>1</sup> Au 31 décembre 2021, les passifs immobiliers comprennent les passifs des filiales. Voir la note 1a Changement dans la présentation des biens immobiliers.

## b) Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Le tableau suivant présente les placements et les passifs liés aux placements du RREO selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur dont il est question à la note 1c :

Au 30 juin 2022				
(M\$ CA)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actions	16 169 \$	1 530 \$	62 599 \$	80 298 \$
Titres à revenu fixe	75 563	16 830	909	93 302
Placements non traditionnels	—	—	26 156	26 156
Placements sensibles à l'inflation	1 175	—	10 361	11 536
Actifs réels	718	198	58 475	59 391
Sommes à recevoir liées aux placements	3 056	34 612	44	37 712
Passifs liés aux placements	(16 428)	(51 862)	(16)	(68 306)
<b>Placements, montant net</b>	<b>80 253 \$</b>	<b>1 308 \$</b>	<b>158 528 \$</b>	<b>240 089 \$</b>

Au 31 décembre 2021				
(M\$ CA)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actions	24 613 \$	2 590 \$	59 598 \$	86 801 \$
Titres à revenu fixe	86 863	16 383	824	104 070
Placements non traditionnels	—	—	23 409	23 409
Placements sensibles à l'inflation	1 143	—	9 432	10 575
Actifs réels	559	154	57 261	57 974
Sommes à recevoir liées aux placements	2 164	36 428	52	38 644
Passifs liés aux placements	(18 651)	(61 842)	(2 017)	(82 510)
<b>Placements, montant net</b>	<b>96 691 \$</b>	<b>(6 287) \$</b>	<b>148 559 \$</b>	<b>238 963 \$</b>

Des transferts de 379 M\$ ont eu lieu entre les niveaux 2 et 1 au cours du semestre clos le 30 juin 2022 (néant en 2021).

Le tableau suivant présente un rapprochement des placements et des sommes à recevoir (passifs) liés aux placements mesurés à leur juste valeur au moyen d'importantes données non observables (niveau 3) au cours du semestre clos le 30 juin. Les gains (pertes) réalisés et non réalisés sont inclus dans le revenu de placement.

Pour le semestre clos le 30 juin 2022

(M\$ CA)	Actions	Titres à revenu fixe	Placements non traditionnels	Placements sensibles à l'inflation	Actifs réels	Sommes à recevoir liées aux placements	Passifs liés aux placements	Total
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	59 598 \$	824 \$	23 409 \$	9 432 \$	57 261 \$	52 \$	(2 017) \$	148 559 \$
Achats	5 088	2 014	3 359	497	8 508	2	3	19 471
Ventes	(3 244)	(1 896)	(1 832)	(430)	(1 796)	(6)	—	(9 204)
Transferts entrants <sup>2</sup>	—	—	—	—	(5 489)	(1)	(3 495)	(8 985)
Transferts sortants <sup>2</sup>	—	—	—	—	—	(1)	5 490	5 489
Gains/(pertes) inclus dans le revenu de placement <sup>3</sup>	1 157	(33)	1 220	862	(9)	(2)	3	3 198
<b>Solde au 30 juin</b>	<b>62 599 \$</b>	<b>909 \$</b>	<b>26 156 \$</b>	<b>10 361 \$</b>	<b>58 475 \$</b>	<b>44 \$</b>	<b>(16) \$</b>	<b>158 528 \$</b>

<sup>2</sup> Les transferts entrants et sortants de niveau 3 sont imputables à un changement dans la disponibilité des données observables utilisées pour mesurer la juste valeur des actifs détenus sous forme de placement ou des passifs liés aux placements. Voir la note 1c, Hiérarchie des évaluations à la juste valeur. Les transferts dans des actifs réels et les transferts dans et hors des passifs liés aux placements reflètent l'incidence d'un changement dans la présentation des biens immobiliers.

<sup>3</sup> Comprend des gains de placement de 1 389 M\$ réalisés et une variation de gains non réalisés de 1 809 M\$.

Pour le semestre clos le 30 juin 2021

(M\$ CA)	Actions	Titres à revenu fixe	Placements non traditionnels	Placements sensibles à l'inflation	Actifs réels	Sommes à recevoir liées aux placements	Passifs liés aux placements	Total
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	45 087 \$	577 \$	18 818 \$	7 439 \$	47 319 \$	119 \$	(2 440) \$	116 919 \$
Achats	5 771	906	4 407	151	5 103	6	172	16 516
Ventes	(3 852)	(827)	(3 106)	(52)	(815)	(4)	(77)	(8 733)
Transferts entrants <sup>4</sup>	—	—	—	—	—	27	(49)	(22)
Transferts sortants <sup>4</sup>	(1 152)	—	—	—	(94)	(1)	4	(1 243)
Gains/(pertes) inclus dans le revenu de placement <sup>5</sup>	4 289	(13)	567	606	(717)	24	13	4 769
<b>Solde au 30 juin</b>	<b>50 143 \$</b>	<b>643 \$</b>	<b>20 686 \$</b>	<b>8 144 \$</b>	<b>50 796 \$</b>	<b>171 \$</b>	<b>(2 377) \$</b>	<b>128 206 \$</b>

<sup>4</sup> Les transferts entrants et sortants de niveau 3 sont imputables à un changement dans la disponibilité des données observables utilisées pour mesurer la juste valeur des actifs détenus sous forme de placement ou des passifs liés aux placements. Voir la note 1c, Hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

<sup>5</sup> Comprend des gains de placement de 1 629 M\$ réalisés et une variation de gains non réalisés de 3 140 M\$.

### Sensibilité aux changements dans les hypothèses pour les placements de niveau 3

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence du changement d'importantes données par d'autres hypothèses raisonnables sur la juste valeur de certains placements de niveau 3.

(M\$ CA)	Changements Importantes d'importantes données		Au 30 juin	Au 31 décembre
			2022	2021
			Augmentation (diminution) de la juste valeur	Augmentation (diminution) de la juste valeur
Actions hors bourse	Ratios <sup>6</sup>	+ / - 10 %	7 368 \$(/7 308)	6 907 \$(/6 881)
Infrastructures et ressources naturelles	Taux d'actualisation	+/- 0,50 %	2 966/(2 719)	2 514/(2 340)
Biens immobiliers	Taux de capitalisation	+/- 0,50 % <sup>7</sup>	3 110/(2 522)	1 536/(1 378)

<sup>6</sup> Reflète principalement le ratio valeur de l'entreprise/BAIIAA (bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements). Toutefois, dans certains cas, d'autres mesures ont été utilisées lorsqu'elles étaient jugées plus appropriées (p. ex., multiples de revenus ou multiples fondés sur des actifs).

L'analyse ci-dessus exclut : i) les placements de 43,9 G\$ (40,5 G\$ au 31 décembre 2021) dont la juste valeur est fondée sur les renseignements fournis par les administrateurs ou les gestionnaires de fonds externes, car le RREO n'a pas accès aux hypothèses et aux méthodes utilisées pour établir la juste valeur des placements sous-jacents; et ii) les placements de 7,8 G\$ (5,4 G\$ au 31 décembre 2021) dont la direction estime que la modification d'une ou de plusieurs données pour une autre hypothèse raisonnable ne changera pas la juste valeur de façon significative.

### c) Contrats dérivés

Les contrats dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est établie en fonction de l'actif, des marchandises, des indices, des taux d'intérêt ou des taux monétaires sous-jacents. Les contrats dérivés sont négociés hors bourse ou en bourse.

Le montant nominal des contrats dérivés correspond au montant du contrat auquel un taux ou un prix est appliqué pour calculer la somme à verser ou à recevoir. Ce montant nominal sert à établir le rendement tiré des contrats et la juste valeur de ces derniers. Il ne reflète pas nécessairement le montant des flux de trésorerie futurs engagés ni la juste valeur actuelle des contrats dérivés et, par conséquent, n'indique pas nécessairement l'exposition du RREO aux risques de crédit ou de marché. Les contrats dérivés deviennent favorables (actifs) ou défavorables (passifs) par suite des fluctuations des taux ou des prix du marché selon leur échéance. Les montants nominaux globaux et la juste valeur des contrats dérivés peuvent fluctuer considérablement.

La description des contrats dérivés, négociés hors bourse ou sur des bourses réglementées, est communiquée dans les états financiers consolidés annuels audités les plus récents.

Le tableau suivant présente un résumé des montants nominaux et de la juste valeur des contrats dérivés détenus par le RREO :

(M\$ CA)	Au 30 juin 2022			Au 31 décembre 2021		
	Montant nominal	Juste valeur		Montant nominal	Juste valeur	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
<b>Produits dérivés sur actions et sur marchandises</b>						
Swaps	39 313 \$	727 \$	(1 301) \$	44 637 \$	1 028 \$	(213) \$
Contrats à terme normalisés	19 665	2	(55)	15 596	2	(73)
Options : Contrats dérivés hors bourse						
– achetées	28 483	2 976	–	25 866	644	–
– vendues	23 419	–	(613)	21 294	17	(287)
	110 880	3 705	(1 969)	107 393	1 691	(573)
<b>Produits dérivés de taux d'intérêt</b>						
Swaps	116 550	3 408	(4 045)	114 945	2 248	(1 327)
Contrats à terme normalisés	62 003	132	–	230 787	–	(178)
Options : Cotées en bourse						
– achetées	5 034	1	–	12 395	12	–
– vendues	5 034	–	(1)	12 363	–	(5)
Contrats dérivés hors bourse						
– achetées	19 704	137	–	12 864	84	(5)
– vendues	32 048	1	(155)	33 391	17	(91)
	240 373	3 679	(4 201)	416 745	2 361	(1 606)
<b>Produits dérivés sur devises</b>						
Swaps	727	8	(4)	792	16	(1)
Contrats à terme de gré à gré	75 658	610	(748)	73 912	391	(1 060)
Options : Contrats dérivés hors bourse						
– achetées	25 519	173	–	34 987	181	–
– vendues	–	–	–	10 366	–	(37)
	101 904	791	(752)	120 057	588	(1 098)
<b>Produits dérivés de crédit</b>						
Swaps sur défaillance						
– achetées	48 050	182	(140)	40 435	41	(1 460)
– vendues	52 181	140	(527)	45 058	1 900	(164)
Swaps	–	–	–	82	3	–
	100 231	322	(667)	85 575	1 944	(1 624)
	553 388	8 497	(7 589)	729 770	6 584	(4 901)
Garantie nette en trésorerie (reçue)/payée en vertu de contrats dérivés		(132)	(15)		32	216
<b>Montant nominal et juste valeur des contrats dérivés</b>	<b>553 388 \$</b>	<b>8 365 \$</b>	<b>(7 604) \$</b>	<b>729 770 \$</b>	<b>6 616 \$</b>	<b>(4 685) \$</b>

#### d) Composition de l'actif détenu sous forme de placements

Les placements directs, les contrats dérivés ainsi que les sommes à recevoir et les passifs liés aux placements sont classés par catégories de composition de l'actif, en fonction de la stratégie de placement des portefeuilles sous-jacents du RREO. Le montant net en dollars canadiens des placements correspondant à ces catégories se résume comme suit :

	Au 30 juin 2022		Au 31 décembre 2021	
	Placements nets réels à la juste valeur (M\$)	Composition de l'actif %	Placements nets réels à la juste valeur (M\$)	Composition de l'actif %
<b>Actions</b>				
Titres de sociétés ouvertes	20 532 \$	9 %	27 218 \$	11 %
Titres de sociétés fermées	55 317	23	55 056	23
	<b>75 849</b>	<b>32</b>	<b>82 274</b>	<b>34</b>
<b>Titres à revenu fixe</b>				
Obligations	43 559	18	33 324	14
Titres à taux réels	9 819	4	11 867	5
	<b>53 378</b>	<b>22</b>	<b>45 191</b>	<b>19</b>
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>				
Marchandises	27 941	12	26 455	11
Ressources naturelles	9 808	4	9 405	4
Protection contre l'inflation	12 396	5	12 099	5
	<b>50 145</b>	<b>21</b>	<b>47 959</b>	<b>20</b>
<b>Actifs réels</b>				
Biens immobiliers	28 615	12	26 262	11
Infrastructures	30 626	13	26 075	11
	<b>59 241</b>	<b>25</b>	<b>52 337</b>	<b>22</b>
<b>Innovation</b>	<b>8 218</b>	<b>3</b>	<b>7 103</b>	<b>3</b>
<b>Titres de créance</b>	<b>24 917</b>	<b>10</b>	<b>24 294</b>	<b>10</b>
<b>Stratégies de rendement absolu</b>	<b>17 712</b>	<b>7</b>	<b>14 938</b>	<b>6</b>
<b>Superposition</b>	<b>(26)</b>	<b>—</b>	<b>(452)</b>	<b>—</b>
<b>Capitalisation des placements</b>	<b>(49 345)</b>	<b>(20)</b>	<b>(34 681)</b>	<b>(14)</b>
<b>Placements, montant net</b>	<b>240 089 \$</b>	<b>100 %</b>	<b>238 963 \$</b>	<b>100 %</b>

#### e) Gestion des risques

Le principal risque à long terme auquel est exposé le RREO est la réduction de l'actif du régime en deçà de son passif (c.-à-d., la valeur des prestations dues aux participants). Par conséquent, le RREO agit selon une approche de diversification de l'actif. L'objectif premier consiste à diversifier les risques et les rendements de façon à réduire au minimum la possibilité d'une réduction globale de la valeur totale de la caisse et à maximiser la possibilité de réaliser des gains pour l'ensemble du portefeuille.

Le RREO gère également ses risques de liquidité de façon à s'assurer des liquidités suffisantes pour s'acquitter de toutes ses obligations financières futures à mesure qu'elles arrivent à échéance, ce qui inclut les versements de rente, les paiements à court terme selon l'évaluation à la valeur de marché qui résultent de la position en produits dérivés du RREO, et pour permettre de rajuster la composition de l'actif en cas de changements du marché.

Il n'y a pas eu de changement important dans les politiques et procédés de gestion des risques en ce qui concerne les risques de crédit, de marché et de liquidités tels qu'ils sont indiqués dans les états financiers consolidés annuels audités les plus récents, sauf à l'égard des éléments suivants :

- Énoncé de politiques et procédés de placement – Ce document précise les modalités de placement de la caisse. Le conseil passe l'énoncé en revue au moins une fois l'an. Les placements du Conseil du RREO sont choisis et détenus conformément aux critères et aux restrictions établis dans l'énoncé, et en conformité avec toutes les lois pertinentes. L'énoncé valide pour le semestre clos le 30 juin 2022 a subi sa dernière modification le 16 juin 2022. Il inclut les limites

	Composition de l'actif (%)	Composition de l'actif (%)
Actions	30 %	40 %
Titres à revenu fixe	0 %	67 %
Placements sensibles à l'inflation	15 %	25 %
Actifs réels	20 %	30 %
Innovation	0 %	7 %
Crédit	5 %	15 %
Stratégies de rendement absolu	4 %	14 %
Capitalisation des placements <sup>7</sup>	(98) %	10 %

<sup>7</sup> Comprend les titres de créance à terme, les conventions de rachat d'obligations, le capital implicite tiré de produits dérivés,

- Politique de placement du conseil – Cette politique s'applique à l'ensemble de la caisse et des catégories d'actifs. Elle porte sur les risques pertinents et importants auxquels est exposé l'ensemble de la caisse. La politique établit des fourchettes pour la répartition des placements dans les catégories d'actifs et dans les devises. La direction détermine l'exposition à l'intérieur des fourchettes approuvées. La politique précise également la répartition des actifs et du budget de risques, en plus de dresser la liste des restrictions propres aux placements, comme l'exposition maximale permise relativement à différents types de placements et les exigences de liquidités. Le conseil approuve cette politique et la passe en revue régulièrement.
- Certains comités de direction présidés par le chef de la direction, notamment le comité des risques, Placements, le comité des risques, Services aux participants et le Comité de gestion du risque d'entreprise, ont été remplacés par le comité de gestion du risque d'entreprise et de gouvernance, qui a été établi à titre de comité de gouvernance de la haute direction chargé d'interpréter la tolérance au risque du conseil et de régir les facteurs qui peuvent avoir une incidence importante sur la stratégie, le rendement et/ou la réputation du RREO.

## f) Risque de crédit

Le RREO est exposé au risque qu'une contrepartie manque à ses engagements ou devienne insolvable. Le risque de crédit est le risque de perte découlant de l'incapacité d'un tiers à s'acquitter de ses obligations financières. Un risque de crédit peut découler directement d'un débiteur ou d'un émetteur de titres, ou indirectement d'un garant d'une obligation de crédit.

### Exposition maximale au risque de crédit avant garantie

Le risque de crédit des placements en titres de créance et des contrats dérivés hors bourse, par catégorie de notation de crédit et avant la prise en compte des garanties détenues ou d'autres rehaussements de crédit, s'établit comme suit :

Au 30 juin 2022					
Notation de crédit (M\$ CA)	Obligations et placements à court terme	Titres à taux réels	Titres achetés en vertu de conventions de revente	Emprunts et titres de sociétés fermées	Contrats dérivés hors bourse
AAA/R-1 (élevé)	60 106 \$	7 923 \$	— \$	— \$	— \$
AA/R-1 (moyen)	1 800	2 270	3 295	—	—
A/R-1 (faible)	7 428	1 613	9 478	—	2 265
BBB/R-2	1 329	—	—	—	—
Inférieure à BBB/R-2	8 732	—	—	—	—
Sans notation <sup>8</sup>	2 083	18	13 564	13 934	—
	<b>81 478 \$</b>	<b>11 824 \$</b>	<b>26 337 \$</b>	<b>13 934 \$</b>	<b>2 265 \$</b>

<sup>8</sup> Les titres sans notation comprennent les instruments de sociétés fermées, qui sont gérés à l'externe ou qui ne sont pas notés par les agences de notation.

Au 31 décembre 2021

Notation de crédit (M\$ CA)	Obligations et placements à court terme	Titres à taux réels	Titres achetés en vertu de conventions de revente	Emprunts et titres de sociétés fermées	Contrats dérivés hors bourse
AAA/R-1 (élevé)	67 002 \$	12 691 \$	— \$	— \$	— \$
AA/R-1 (moyen)	1 883	1 317	4 424	—	75
A/R-1 (faible)	8 065	1 860	10 167	—	902
BBB/R-2	902	—	—	—	—
Inférieure à BBB/R-2	8 394	—	—	—	—
Sans notation <sup>9</sup>	1 933	23	15 352	13 127	—
	88 179 \$	15 891 \$	29 943 \$	13 127 \$	977 \$

<sup>9</sup> Les titres sans notation comprennent les instruments de sociétés fermées, qui sont gérés à l'externe ou qui ne sont pas notés par les agences de notation.

Le RREO est aussi exposé au risque de crédit par le biais d'arrangements hors bilan comme le montre le tableau ci-dessous. Dans le cas des garanties hors bilan, l'exposition maximale au risque de crédit correspond au montant maximal que le RREO aurait à payer en cas de réalisation des garanties. Dans le cas des engagements de prêts, l'exposition maximale est le montant engagé au titre des engagements et ententes. Dans le cas des produits dérivés de crédit, l'exposition maximale correspond au montant nominal des produits dérivés de crédit vendus (comme l'indique la note 2c).

(M\$ CA)	Au 30 juin 2022	Au 31 décembre 2021
Garanties	677 \$	505 \$
Engagements de prêts	491	262
Montant nominal des produits dérivés de crédit vendus	52 181	45 058
<b>Total de l'exposition au risque de crédit hors</b>	<b>53 349 \$</b>	<b>45 825 \$</b>

Bien que l'exposition maximale du RREO aux risques de crédit corresponde à la valeur comptable des actifs ou, dans le cas d'éléments hors bilan, au montant garanti ou engagé, dans la plupart des cas, cette exposition est bien moindre en raison des garanties, des rehaussements de crédit (p. ex., des garanties au profit du RREO) et d'autres mesures prises pour atténuer les risques pour le RREO, comme on l'a décrit plus tôt.

### Concentration du risque de crédit

Au 30 juin 2022, le RREO affichait une importante concentration du risque de crédit auprès du gouvernement du Canada, de la province de l'Ontario et du Trésor américain. Cette

concentration découle principalement de la détention par le régime de 53,1 G\$ de titres émis par le gouvernement du Canada (59,3 G\$ au 31 décembre 2021), de 5,4 G\$ de titres émis par le Trésor américain (8,2 G\$ au 31 décembre 2021), de 2,9 G\$ d'obligations émises par la province de l'Ontario (3,8 G\$ au 31 décembre 2021) et de 2,5 G\$ au titre de la somme à recevoir de la province de l'Ontario (3,2 G\$ au 31 décembre 2021).

### g) Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte découlant des fluctuations de divers facteurs du marché tels que les cours des actions et des marchandises, les taux d'intérêt et de change ainsi que les écarts de taux. Le RREO est exposé au risque de marché en raison de ses activités de placement. Le niveau de risque de marché auquel le RREO est exposé varie selon des éléments tels que la conjoncture du marché, les prévisions concernant l'évolution des prix, la survenance de certaines catastrophes naturelles (p. ex., des ouragans et des séismes) ayant une incidence sur les cours des titres liés aux assurances, les attentes relatives aux rendements futurs et la composition de l'actif.

La conjoncture économique actuelle reflète les difficultés liées à une guerre en Europe et à la surcharge des chaînes d'approvisionnement en raison des répercussions de la COVID-19. Ces conditions ont entraîné une inflation plus élevée, des attentes plus élevées quant aux taux d'intérêt, une hausse des prix du pétrole et une baisse des prix des actions mondiales, ce qui a contribué à une volatilité exceptionnelle sur les marchés financiers au cours du premier semestre de 2022 et continue de contribuer à l'incertitude économique mondiale. Au 30 juin 2022, les expositions du RREO à tous les paramètres de risque, y compris le marché, le crédit, la liquidité et l'effet de levier, sont demeurées dans les limites de risque fixées par le conseil.

### Évaluation des risques de marché et de crédit

Le Conseil du RREO utilise une méthode statistique apparentée à celle de la valeur à risque (VAR), soit la méthode du déficit prévu, pour mesurer le risque des placements en tenant compte du risque de marché et du risque de crédit sur un horizon d'un an, selon un niveau de confiance de 99 %. La méthode du déficit prévu permet de mieux refléter l'effet des pertes extrêmes que la méthode de la VAR pour un même niveau de confiance, puisqu'il s'agit de la moyenne de toutes les pertes estimées.

L'exposition totale de l'actif est calculée à l'aide de la méthode du déficit prévu, qui établit le risque de placement par catégorie d'actif et tient compte du risque de perte de l'actif net attribuable à des facteurs de risque de marché et de crédit. Statistiquement, le Conseil du RREO pourrait s'attendre à subir des pertes équivalentes aux risques seulement 1 % du temps sur une période d'un an, selon certaines hypothèses et restrictions. Des détails

relatifs à la méthode du déficit prévu sont communiqués dans les états financiers consolidés annuels audités les plus récents.

Le tableau suivant indique l'exposition totale de l'actif du RREO, calculée selon la méthode du déficit prévu.

(G\$ CA) <sup>10</sup>	Au 30 juin 2022	Au 31 décembre 2021
<b>Actions</b>		
Titres de sociétés ouvertes	5,5 \$	7,5 \$
Titres de sociétés fermées	23,5	22,5
<b>Titres à revenu fixe</b>		
Obligations	3,5	1,0
Titres à taux réels	3,0	3,5
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>		
Marchandises	6,5	6,0
Ressources naturelles	2,0	2,0
Protection contre l'inflation	2,5	2,5
<b>Actifs réels</b>		
Biens immobiliers	4,0	4,0
Infrastructures	6,0	5,0
<b>Innovation</b>	4,0	3,0
<b>Crédit</b>	4,5	3,5
<b>Stratégies de rendement absolu</b>	2,5	2,0
<b>Superposition</b>	11,0	10,0
<b>Capitalisation des placements</b>	18,0	17,5
<b>Exposition totale de l'actif, calculée selon la méthode du déficit prévu<sup>11</sup></b>	<b>58,0 \$</b>	<b>58,0 \$</b>

<sup>10</sup> Valeur arrondie au 0,5 G\$ près.

<sup>11</sup> L'exposition totale de l'actif calculée selon la méthode du déficit prévu n'égal pas la somme du risque de chacune des catégories d'actifs, puisque la diversification réduit le risque total.

## Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt fait référence à l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur la valeur de marché de l'actif et du passif du RREO. Les fluctuations à court terme des taux d'intérêt nominaux et réels influent sur la valeur de l'actif du RREO. Le passif au titre du régime est exposé aux fluctuations des taux d'intérêt à long terme et aux hausses prévues des salaires (note 3).

Le RREO mesure le risque de taux d'intérêt et d'inflation des catégories d'actif pertinentes qui font partie de son portefeuille (note 2d) :

- La sensibilité à la variation des taux d'intérêt nominaux des obligations et des contrats dérivés qui font partie de ses catégories d'actif des titres à revenu fixe, des titres de créance, des actifs réels et de capitalisation des placements – une hausse de 1 % des taux d'intérêt nominaux entraînerait une baisse de 1,9 G\$ (0,8 G\$ au 31 décembre 2021) de la valeur de ces placements.
- La sensibilité à la variation des taux d'intérêt réels des produits à taux réel et des contrats dérivés qui font partie de ses catégories d'actif des titres à revenu fixe et des actifs réels – une hausse de 1 % des taux d'intérêt réels entraînerait une baisse de 0,2 G\$ (0,2 G\$ au 31 décembre 2021) de la valeur de ces placements.
- La sensibilité à l'égard de l'inflation implicite du marché des titres à taux nominal ou réel ainsi que des contrats dérivés qui visent à assurer une protection contre l'inflation et font partie de la catégorie des titres à revenu fixe et de la catégorie de protection contre l'inflation de la catégorie d'actif Placements sensibles à l'inflation du RREO – une baisse de 1 % du taux d'inflation implicite du marché entraînerait une baisse de 1,7 G\$ (2,1 G\$ au 31 décembre 2021) de la valeur de ces titres et contrats.

## Risque de change

Le risque de change provient des placements du Conseil du RREO libellés en devises et des contrats dérivés connexes.

Le RREO détient des placements exposés au risque de change. Ce risque est évalué comme suit en dollars canadiens :

(M\$ CA)	Au 30 juin 2022	Au 31 décembre 2021
Devise	Risque net	Risque net
Dollar américain	47 014 \$	44 983 \$
Euro	8 612	10 276
Livre sterling	5 202	4 389
Renminbi chinois	5 192	6 372
Peso mexicain	3 817	2 787
Real brésilien	2 799	1 992
Dollar australien	2 455	2 046
Peso chilien	2 261	3 242
Roupie indienne	1 889	1 255
Couronne danoise	1 867	1 840
Autres	6 095	7 207
	<b>87 203 \$</b>	<b>86 389 \$</b>

Si l'on suppose que toutes les autres variables et valeurs sous-jacentes demeurent constantes, une augmentation/diminution de 5 % de la valeur du dollar canadien par rapport aux principales devises se traduirait par la diminution/l'augmentation suivante de la valeur des placements nets :

(M\$ CA)	Au 30 juin 2022	Au 31 décembre 2021
Devise	Variation de la valeur des placements nets	Variation de la valeur des placements nets
Dollar américain	2 351 \$	2 249 \$
Euro	431	514
Livre sterling	260	219
Renminbi chinois	259	319
Autres	1 059	1 018
	<b>4 360 \$</b>	<b>4 319 \$</b>

## h) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque découlant de l'incapacité d'obtenir de la trésorerie ou des équivalents de trésorerie suffisants à un coût raisonnable pour respecter les engagements financiers du RREO en temps opportun ou saisir les nouvelles occasions de placement, dans un éventail de conditions difficiles. En maintenant un profil de liquidités solide sur le plan de la structure, le Conseil du RREO vise à s'assurer de disposer de

liquidités suffisantes pour couvrir les sorties de fonds et les sorties collatérales potentielles en périodes de tensions, sans pour autant avoir une incidence négative sur le portefeuille du RREO, et tout en permettant de saisir les occasions de placement qui se présentent.

## Actifs liquides

Les actifs liquides disponibles comprennent principalement des titres de créance de gouvernements souverains, provinciaux ou territoriaux, d'autres titres de créance de première qualité liquides, des titres de participation cotés en bourse et de l'or physique, après examen de l'incidence des sûretés promises et reçues, les accords de rachat et les accords de prêt et d'emprunt de valeurs mobilières. Au 30 juin 2022, le RREO détient 76,6 G\$ en actifs liquides disponibles (79,0 G\$ au 31 décembre 2021).

## Échéance contractuelle

Les passifs du RREO comprennent les prestations de retraite constituées, les passifs liés aux placements, les sommes à verser aux courtiers, les créanciers et les charges à payer. Les sommes à verser aux courtiers, les créanciers et les charges à payer arrivent à échéance à moins d'un an. Vu que le RREO peut régler des titres vendus à découvert, une garantie en trésorerie reçue en vertu d'annexes de soutien au crédit et des produits dérivés à la juste

valeur avant l'échéance contractuelle, ils sont considérés comme arrivant à échéance à moins d'un an.

Les passifs du RREO liés aux placements en fonction des dates d'échéance s'établissent comme suit :

(M\$ CA)	Au 30 juin 2022			
	À moins d'un an	Entre un an cinq ans	Plus de cinq ans	Total
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	(12 341) \$	(4 005) \$	— \$	(16 346) \$
Titres vendus à découvert				
Actions	(1 502)	—	—	(1 502)
Titres à revenu fixe	(13 425)	—	—	(13 425)
Papier commercial	(2 532)	—	—	(2 532)
Titres de créance à terme	(2 273)	(12 240)	(10 025)	(24 538)
Garantie en trésorerie reçue en vertu d'annexes de soutien au crédit	(2 359)	—	—	(2 359)
Contrats dérivés, montant net	(7 604)	—	—	(7 604)
	<b>(42 036) \$</b>	<b>(16 245) \$</b>	<b>(10 025) \$</b>	<b>(68 306) \$</b>

(M\$ CA)

Au 31 décembre 2021

	À moins d'un an	Entre un an cinq ans	Plus de cinq ans	Total
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	(21 527) \$	(4 002) \$	— \$	(25 529) \$
Titres vendus à découvert				
Actions	(2 071)	—	—	(2 071)
Titres à revenu fixe	(17 103)	—	—	(17 103)
Biens immobiliers	(1 307)	(509)	(3 673)	(5 489)
Papier commercial	(2 501)	—	—	(2 501)
Titres de créance à terme	(2 251)	(10 932)	(10 226)	(23 409)
Garantie en trésorerie reçue en vertu d'annexes de soutien au crédit	(1 723)	—	—	(1 723)
Contrats dérivés, montant net	(4 685)	—	—	(4 685)
	(53 168) \$	(15 443) \$	(13 899) \$	(82 510) \$

### i) Garanties engagées et reçues

Le RREO donne et obtient des garanties sous forme de titres et de trésorerie dans le cours normal de ses activités de gestion des placements nets. Les titres en garantie sont principalement des titres des gouvernements du Canada et des États-Unis. Des garanties supplémentaires sont généralement fournies si la valeur des titres baisse au-dessous d'un niveau prédéterminé. Les titres transférés sont comptabilisés comme des actifs lorsque le RREO conserve la quasi-totalité des risques et avantages, y compris le risque de crédit, le risque de règlement et le risque de marché. Le RREO n'a pas le droit de donner en garantie ces mêmes titres auprès d'autres institutions financières ou de les vendre à une autre entité à moins qu'il ne remplace ces titres par d'autres titres admissibles. Le RREO détient les garanties reçues tant qu'il n'est pas une partie en défaut ni une partie intéressée relativement à une des conditions énoncées dans l'entente contractuelle et qu'il n'y a pas de résiliation anticipée de l'entente. À l'exception de la garantie de marge initiale détenue dans des comptes de garde de tiers, le RREO peut vendre ou réengager la garantie si son propriétaire n'est pas en défaut. La juste valeur des garanties vendues ou réengagées était de néant au 30 juin 2022 (néant au 31 décembre 2021).

Le RREO procède à des opérations d'emprunt et de prêt de titres et engage et reçoit des garanties à leur égard. Le RREO ne comptabilise pas les titres empruntés comme des actifs détenus sous forme de placements et ne décomptabilise pas les titres prêtés, puisque les prêteurs conservent les risques et avantages liés à ces titres.

La juste valeur des garanties engagées et reçues, des titres achetés en vertu de conventions de revente, des titres vendus en vertu de conventions de rachat, des titres empruntés et des titres prêtés se présente comme suit :

(M\$ CA)	Au 30 juin 2022	Au 31 décembre 2021
<b>Titres achetés en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat</b>		
Montants bruts des titres achetés en vertu de conventions de revente <sup>12</sup>	<b>35 312 \$</b>	37 618 \$
Garanties détenues	<b>35 589</b>	37 908
Montants bruts des titres vendus en vertu de conventions de rachat <sup>12</sup>	<b>25 322</b>	33 204
Garanties engagées	<b>26 609</b>	33 973
<b>Emprunt et prêt de titres</b>		
Titres empruntés	<b>1 502</b>	2 259
Garanties engagées <sup>13</sup>	<b>1 675</b>	2 562
<b>Contrats dérivés</b>		
Garanties reçues <sup>14</sup>	<b>6 163</b>	3 079
Garanties engagées <sup>15</sup>	<b>7 161</b>	4 469

<sup>12</sup> La note 2j présente un rapprochement du montant brut total et des montants nets présentés à la note 2a.

<sup>13</sup> Comprend une garantie en espèces de 1 499 \$ (2 076 \$ au 31 décembre 2021).

<sup>14</sup> Comprend une garantie en espèces de 2 359 \$ (1 723 \$ au 31 décembre 2021) et une garantie de marge initiale de 2 642 \$ (944 \$ au 31 décembre 2021).

<sup>15</sup> Comprend une garantie en espèces de 1 511 \$ (9 \$ au 31 décembre 2021) et une garantie de marge initiale de 1 913 \$ (1 015 \$ au 31 décembre 2021).

## j) Compensation des actifs financiers et passifs financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le montant net est présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière quand il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Certaines opérations de mise en pension de titres réglées par l'intermédiaire d'une contrepartie centrale de compensation répondent aux critères liés à la compensation. Le RREO conclut des accords avec des contreparties, comme des accords-cadres de l'ISDA et des accords-cadres de mise en pension de titres (*global master repurchase agreements*), afin de limiter son exposition aux créances irrécouvrables (voir la note 2f). En vertu de ces accords, les deux parties ont le droit de procéder à un règlement net des obligations lorsqu'un événement prédéterminé survient. Lorsque ce droit de compensation est conditionnel, les montants connexes présentés dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière ne sont pas compensés.

L'incidence de ces accords est présentée dans le tableau ci-dessous :

(M\$ CA)						Au 30 juin 2022
	Montants bruts	Moins : montants compensés	Montant net présenté à la note 2a	Montants faisant l'objet d'accords de compensation	Titres donnés en garantie et garanties en trésorerie <sup>16</sup>	Risque net
<b>Actifs financiers</b>						
Titres achetés en vertu de conventions de revente	35 312 \$	(8 976) \$	26 337 \$	(15 533) \$	(9 779) \$	1 025 \$
Sommes à recevoir liées aux produits dérivés	8 365	—	8 365	(2 726)	(2 977)	2 660
	<b>43 677 \$</b>	<b>(8 976) \$</b>	<b>34 702 \$</b>	<b>(18 259) \$</b>	<b>(12 756) \$</b>	<b>3 685 \$</b>
<b>Passifs financiers</b>						
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	(25 322) \$	8 976 \$	(16 346) \$	15 533 \$	807 \$	(7) \$
Passifs liés aux produits dérivés	(7 604)	—	(7 604)	2 726	4 841	(36)
	<b>(32 926) \$</b>	<b>8 976 \$</b>	<b>(23 950) \$</b>	<b>18 259 \$</b>	<b>5 648 \$</b>	<b>(43) \$</b>

  

(M\$ CA)						Au 31 décembre 2021
	Montants bruts	Moins : montants compensés	Montant net présenté à la note 2a	Montants faisant l'objet d'accords de compensation	Titres donnés en garantie et garanties en trésorerie <sup>16</sup>	Risque net
<b>Actifs financiers</b>						
Titres achetés en vertu de conventions de revente	37 618 \$	(7 675) \$	29 943 \$	(19 775) \$	(9 674) \$	494 \$
Sommes à recevoir liées aux produits dérivés	6 616	—	6 616	(1 812)	(2 036)	2 768
	<b>44 234 \$</b>	<b>(7 675) \$</b>	<b>36 559 \$</b>	<b>(21 587) \$</b>	<b>(11 710) \$</b>	<b>3 262 \$</b>
<b>Passifs financiers</b>						
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	(33 204) \$	7 675 \$	(25 529) \$	19 775 \$	5 739 \$	(15) \$
Passifs liés aux produits dérivés	(4 685)	—	(4 685)	1 812	2 871	(2)
	<b>(37 889) \$</b>	<b>7 675 \$</b>	<b>(30 214) \$</b>	<b>21 587 \$</b>	<b>8 610 \$</b>	<b>(17) \$</b>

<sup>16</sup> Les titres donnés en garantie et les garanties en espèces excluent le surdimensionnement et les garanties à donner. La note 21 comprend le montant total des garanties.

### NOTE 3.

#### PRESTATIONS DE RETRAITE CONSTITUÉES

##### a) Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles utilisées pour établir la valeur des prestations de retraite constituées, soit 192 756 M\$ (257 482 M\$ au 31 décembre 2021, 240 306 M\$ au 30 juin 2021), reflètent les meilleures estimations de la direction quant à la conjoncture économique future et tiennent compte d'hypothèses économiques et autres. Les hypothèses qui ne portent pas sur l'économie ont trait notamment à la mortalité, aux taux de sortie et aux taux de retraite. Les principales hypothèses économiques portent entre autres sur le taux d'actualisation, le taux d'augmentation des salaires et le taux d'inflation. Le taux d'actualisation correspond au taux du marché, à la date d'évaluation, des obligations émises par la province de l'Ontario ayant des caractéristiques semblables aux obligations au titre du régime. On a établi le taux d'actualisation en appliquant un taux moyen pondéré qui correspond au montant estimatif des prestations à verser et au moment où on prévoit de les verser. Le taux d'inflation correspond à l'écart géométrique entre le rendement des obligations nominales à long terme et des obligations à rendement réel émises par le gouvernement canadien. Le taux d'augmentation des salaires tient compte de l'hypothèse portant sur le taux d'inflation et de l'augmentation à long terme prévue des salaires réels.

Le sommaire des principales hypothèses économiques se présente comme suit :

	Au 30 juin 2022	Au 31 décembre 2021	Au 30 juin 2021
Taux d'actualisation <sup>1</sup>	4,25 %	2,50 %	2,65 %
Taux d'augmentation des salaires <sup>2</sup>	2,80 %	2,85 %	2,75 %
Taux d'inflation	1,80 %	1,85 %	1,75 %
Croissance du MGAP et de la limite prescrite par la LIR <sup>3</sup>	2,55 %/2,80 %	2,60 %/2,85 %	2,50 %/2,75 %
Taux réel <sup>4</sup>	2,40 %	0,65 %	0,90 %

<sup>1</sup> Au 30 juin 2022, en présupposant que toutes les autres hypothèses demeurent constantes, une diminution de 1 % du taux d'actualisation entraînerait une augmentation des obligations au titre du régime d'environ 36,5 G\$ (60,3 G\$ au 31 décembre 2021, 54,9 G\$ au 30 juin 2021).

<sup>2</sup> Représente le taux d'augmentation estimatif des salaires par année à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022. Pour la période du

1<sup>er</sup> septembre 2020 au 31 août 2022, le taux annuel d'augmentation des salaires est de 1 %, comme il est prévu dans les conventions collectives de 2020.

<sup>3</sup> La croissance du MGAP et de la limite prescrite par la LIR correspond à la somme du taux d'inflation et du taux de croissance des salaires réels moyens dans l'industrie (SMI réels) de 0,75 % jusqu'en 2024 puis de 1,0 % par la suite.

<sup>4</sup> Le taux réel présenté correspond à l'écart géométrique entre le taux d'actualisation et le taux d'inflation.

Les principales hypothèses économiques ont été mises à jour en raison de la hausse des rendements obligataires et de la diminution du taux d'inflation au seuil de rentabilité en 2022. Ces modifications ont entraîné une diminution nette de 74 489 M\$ au 30 juin 2022 (diminution de 9 256 M\$ au 31 décembre 2021, diminution de 21 064 M\$ au 30 juin 2021) de la valeur des prestations constituées.

Les hypothèses non liées à l'économie ont été modifiées pour la dernière fois en 2020 afin de refléter des expériences récentes de participants relativement aux augmentations d'échelle salariale liées à l'expérience. On suppose des augmentations plus élevées au cours des 13 premières années, et légèrement plus faibles à partir de la 17<sup>e</sup> année. De plus, une échelle distincte a été introduite pour les directeurs adjoints, les directeurs et les administrateurs. Aucun changement n'a été apporté aux hypothèses non économiques depuis.

Les modifications apportées aux hypothèses économiques et aux hypothèses qui ne portent pas sur l'économie ont entraîné une diminution nette de 74 489 M\$ des prestations de retraite constituées (diminution nette de 9 256 M\$ au 31 décembre 2021, diminution nette de 21 064 M\$ au 30 juin 2021).

## **(b) Niveaux de protection contre l'inflation**

Comme il est décrit au paragraphe (f) de la note Description du régime, les prestations de retraite sont rajustées annuellement en fonction du ratio de l'IPC et les services décomptés après le 31 décembre 2009 sont assujettis à la protection conditionnelle contre l'inflation. Les protections contre l'inflation se situent entre 50 % et 100 % du ratio de l'IPC pour les services décomptés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et le 31 décembre 2013 et se situent entre 0 % et 100 % du ratio de l'IPC pour les services décomptés après 2013. La protection conditionnelle contre l'inflation peut être appliquée et des changements des protections contre l'inflation peuvent être apportés seulement lorsqu'une évaluation actuarielle est déposée. Le gouvernement de l'Ontario et les employeurs désignés participant au régime feront des cotisations supplémentaires égales à tout montant de protection contre l'inflation dont les participants sont privés, jusqu'à concurrence de 50 % de l'IPC.

Pour les évaluations aux fins des états financiers, les rentes futures sont indexées en fonction des protections contre l'inflation indiquées dans l'évaluation actuarielle la plus récente qui a été déposée. Par conséquent, les prestations de retraite constituées au 30 juin 2022 reposaient sur les protections contre l'inflation établies dans le rapport d'évaluation actuarielle du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Comme noté dans le rapport d'évaluation actuarielle déposé le 1<sup>er</sup> janvier 2022, les protections contre l'inflation sont à 100 % du ratio de l'IPC pour les services décomptés après 2009. Ce pourcentage restera en vigueur jusqu'à ce que la prochaine évaluation actuarielle soit déposée auprès des autorités de réglementation; on pourra alors diminuer le pourcentage selon la capitalisation du régime.

Au 30 juin 2022 et au 30 juin 2021, les protections contre l'inflation sur lesquelles les prestations de retraite constituées reposaient étaient les suivantes :

<u>Services décomptés</u>	<u>Protection contre</u>
Avant 2010	<b>100 % du ratio de l'IPC</b>
De 2010 à 2013	<b>100 % du ratio de l'IPC</b>
Après 2013	<b>100 % du ratio de l'IPC</b>

<sup>5</sup> Niveaux de protection contre l'inflation selon l'évaluation actuarielle du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

### c) Gains et pertes actuariels

Les pertes actuarielles au titre des prestations de retraite constituées de 5 331 M\$ (gains de 1 313 M\$ au 31 décembre 2021, néant au 30 juin 2021) découlent des écarts entre les hypothèses actuarielles et les résultats réels. Les prestations de retraite constituées au 30 juin 2022 tiennent compte des données connues sur l'IPC jusqu'en mai 2022 pour déterminer le rajustement d'indexation prévu au 1<sup>er</sup> janvier 2023. L'utilisation des données connues sur l'IPC et l'application du taux d'inflation présumé jusqu'au 30 septembre 2022 donnent un rajustement prévu de 6,2 % au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Aucun des passifs au 30 juin 2022 ou au 31 décembre 2021 n'était garanti par le RREO.

### NOTE 4.

#### PLACEMENTS IMMOBILIERS

Le portefeuille immobilier du Conseil du RREO est composé de placements liés aux biens immobiliers détenus ou gérés pour le compte du RREO par CCFL, une filiale en propriété exclusive.

Le tableau ci-dessous contient de l'information supplémentaire sur le portefeuille immobilier.

	Au 30 juin 2022		Au 31 décembre 2021	
(M\$ CA)	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
<b>Actifs</b>				
Biens	23 852	16 304	27 560	18 943
Placements	4 861	4 216	3 405	3 583
Autres actifs	—	—	891	891
Total de l'actif	28 713	20 520	31 856	23 417
<b>Passif<sup>1</sup></b>	—	—	5 489	5 186
<b>Placements immobiliers, montant net</b>	<b>28 713</b>	<b>20 520</b>	<b>26 367</b>	<b>18 231</b>

<sup>1</sup> Au 30 juin 2022, les biens immobiliers sont présentés déduction faite du passif de 4 474 \$, qui comprend les titres de créance émis dont la juste valeur est de 2 605 \$. Au 31 décembre 2021, les titres de créance émis dont la juste valeur s'élevait à 3 494 \$ étaient compris dans les passifs immobiliers.

## NOTE 5.

### REVENU DE PLACEMENT NET

Le revenu de placement net est comptabilisé déduction faite des frais de gestion et des coûts de transaction, et il est groupé par catégorie d'actifs. Revenu de placement net pour le semestre clos le 30 juin :

Revenu de placement net	Pour le semestre clos le 30 juin 2022					
(M\$ CA)	Revenu <sup>1</sup>	Gain (perte) net sur placements <sup>2</sup>	Revenu de placement <sup>3</sup>	Frais de gestion	Coûts de transaction	Revenu de placement net
<b>Actions</b>						
Cotées en bourse						
Canadiennes	24 \$	236 \$	260 \$	— \$	(1) \$	259 \$
Non canadiennes	168	(3 548)	(3 380)	(16)	(19)	(3 415)
Hors bourse						
Canadiennes	200	(390)	(190)	(11)	(25)	(226)
Non canadiennes	311	790	1 101	(233)	(38)	830
	703	(2 912)	(2 209)	(260)	(83)	(2 552)
<b>Titres à revenu fixe</b>						
Obligations	270	447	717	—	(13)	704
Placements à court terme	—	30	30	(1)	—	29
Titres canadiens à taux réels	117	(1 828)	(1 711)	—	—	(1 711)
Titres non canadiens à taux réels	5	(41)	(36)	—	—	(36)
	392	(1 392)	(1 000)	(1)	(13)	(1 014)
<b>Placements non traditionnels</b>	58	1 232	1 290	(13)	(1)	1 276
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>						
Marchandises	(60)	4 361	4 301	—	—	4 301
Terrains forestiers exploitables	57	(17)	40	—	—	40
Ressources naturelles	544	823	1 367	(2)	(7)	1 358
	541	5 167	5 708	(2)	(7)	5 699
<b>Actifs réels</b>						
Biens immobiliers	293	131	424	(1)	(5)	418
Infrastructures	403	25	428	(21)	(19)	388
	696	156	852	(22)	(24)	806
<b>Superposition</b>	(2)	(1 059)	(1 061)	—	—	(1 061)
<b>Total</b>	<b>2 388 \$</b>	<b>1 192 \$</b>	<b>3 580 \$</b>	<b>(298) \$</b>	<b>(128) \$</b>	<b>3 154 \$</b>

<sup>1</sup> Le revenu comprend les intérêts, les dividendes et les autres produits et charges liés aux placements.

<sup>2</sup> Comprend un gain de placement de 8 089 M\$ et une variation de pertes non réalisées de 6 897 M\$.

<sup>3</sup> Déduction faite de certains frais de gestion et de rendement.

## Revenu de placement net

Pour le semestre clos le 30 juin 2021

(M\$ CA)	Revenu <sup>4</sup>	Gain (perte) net sur placements <sup>5</sup>	Revenu de placement <sup>6</sup>	Frais de gestion	Coûts de transaction	Revenu de placement net
<b>Actions</b>						
Cotées en bourse						
Canadiennes	23 \$	(196) \$	(173) \$	— \$	(1) \$	(174) \$
Non canadiennes	220	3 416	3 636	(39)	(34)	3 563
Hors bourse						
Canadiennes	83	370	453	(4)	(18)	431
Non canadiennes	960	3 591	4 551	(219)	(112)	4 220
	1 286	7 181	8 467	(262)	(165)	8 040
<b>Titres à revenu fixe</b>						
Obligations	415	(1 650)	(1 235)	—	(26)	(1 261)
Placements à court terme	—	34	34	(1)	—	33
Titres canadiens à taux réels	154	(728)	(574)	—	—	(574)
Titres non canadiens à taux réels	3	(77)	(74)	—	—	(74)
	572	(2 421)	(1 849)	(1)	(26)	(1 876)
<b>Placements non traditionnels</b>	54	598	652	(14)	(1)	637
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>						
Marchandises	(5)	615	610	—	(1)	609
Terrains forestiers exploitables	25	(49)	(24)	(1)	(1)	(26)
Ressources naturelles	142	589	731	(19)	(3)	709
	162	1 155	1 317	(20)	(5)	1 292
<b>Actifs réels</b>						
Biens immobiliers	347	47	394	(1)	(1)	392
Infrastructures	246	(308)	(62)	(3)	(86)	(151)
	593	(261)	332	(4)	(87)	241
<b>Superposition</b>	(3)	258	255	—	—	255
<b>Total</b>	2 664 \$	6 510 \$	9 174 \$	(301) \$	(284) \$	8 589 \$

<sup>4</sup> Le revenu comprend les intérêts, les dividendes, le bénéfice d'exploitation des biens immobiliers (déduction faite des charges d'intérêts) et les autres produits et charges liés aux placements.

<sup>5</sup> Comprend un gain de placement de 11 419 M\$ et une variation de pertes non réalisées de 4 909 M\$.

<sup>6</sup> Déduction faite de certains frais de gestion et de rendement.

## NOTE 6.

### ÉVALUATIONS ACTUARIELLES

Les évaluations actuarielles sont préparées chaque année et elles doivent être déposées auprès des autorités de réglementation au moins une fois tous les trois ans. Après leur dépôt, ces évaluations servent à déterminer les exigences de capitalisation du régime. La politique de capitalisation du régime mise en place par les corépondants prévoit des lignes directrices leur permettant d'établir les niveaux de cotisations et de prestations.

Les méthodes actuarielles utilisées dans les évaluations actuarielles diffèrent de celles qui servent à préparer une évaluation actuarielle aux fins d'établissement des états financiers et à calculer les montants figurant dans les présents états financiers intermédiaires. Les évaluations actuarielles sont effectuées selon une méthode d'évaluation actuarielle qui tient compte des prestations à constituer et des cotisations à verser par les participants au régime, la province et les employeurs désignés à la date d'évaluation alors que les prestations de retraite constituées comptabilisées dans les états financiers représentent la valeur actuarielle des obligations relatives au service des rentes accumulées à ce jour pour tous les participants.

Selon la dernière évaluation actuarielle déposée auprès des autorités de réglementation, au 1<sup>er</sup> janvier 2022, préparée par l'actuaire externe, l'excédent de capitalisation s'élevait à 17,2 G\$. Les corépondants ont classé l'excédent comme une réserve pour éventualités.

## NOTE 7.

### COTISATIONS

Pour le semestre clos le 30 juin (M\$ CA)	2022	2021
<b>Participants</b>		
Services rendus au cours de la période <sup>1</sup>	820 \$	805 \$
Rachat de services	23	26
	<b>843</b>	831
<b>Province de l'Ontario</b>		
Services rendus au cours de la période	801	788
Intérêts	13	15
Rachat de services	20	23
	<b>834</b>	826
Employeurs désignés	19	18
Transferts provenant d'autres régimes de retraite	9	7
	<b>28</b>	25
	<b>1 705 \$</b>	1 682 \$

<sup>1</sup> Au 30 juin 2022, les cotisations impayées étaient inférieures à 1 M\$ (2 M\$ au 30 juin 2021).

## NOTE 8. PRESTATIONS

Pour le semestre clos le 30 juin (M\$ CA)	2022	2021
Rentes de retraite	3 226 \$	3 097 \$
Prestations de décès	254	242
Rentes d'invalidité	12	12
Transferts de la valeur actualisée	81	64
Transferts aux fins du droit de la famille	12	12
Transferts à d'autres régimes	4	5
Prestations versées	3 589 \$	3 432 \$
Autres versements <sup>1</sup>	—	—
	<b>3 589 \$</b>	<b>3 432 \$</b>

<sup>1</sup> Les paiements à certains bénéficiaires actuels ou anciens qui sont liés à un règlement ou à une autre demande sont déterminés au cas par cas. Ces paiements ne réduisent pas les prestations de retraite constituées.

## NOTE 9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les principales parties apparentées au RREO comprennent ses corépondants (la province de l'Ontario et la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario), des membres clés de la direction, des filiales liées à l'administration du RREO et des filiales, coentreprises et associés liés aux placements.

Les principales transactions conclues entre le RREO et la province de l'Ontario portent sur les cotisations de capitalisation décrites à la note 7. Les montants à recevoir de la province qui se rapportent aux cotisations de contrepartie et aux intérêts qui en découlent sont présentés dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière. Les placements du RREO en obligations émises par la province de l'Ontario sont présentés à la note 2f. Il n'y a pas de transactions importantes entre le RREO et son autre corépondant, la FEO.

Les opérations entre apparentés avec des filiales liées aux placements, des coentreprises et des associés comprennent principalement des placements et des revenus de placement. Ces opérations étant évaluées à leur juste valeur, leur incidence sur l'actif net disponible pour le service des prestations et le revenu de placement net sera la même que celle des opérations de placement effectuées avec des parties non liées. Les garanties accordées pour le compte des apparentés sont présentées à la note 12.

## NOTE 10. CAPITAL

L'excédent ou le déficit de l'évaluation actuarielle établi par un actuaire indépendant est considéré comme étant le capital du RREO pour les besoins des états financiers intermédiaires. On trouvera dans la note 6 une explication de la différence entre l'évaluation actuarielle et l'évaluation servant à la préparation des états financiers.

On utilise l'évaluation actuarielle pour mesurer la santé à long terme du régime, en vérifiant la capacité du régime de s'acquitter de ses obligations envers tous les participants actuels et leurs survivants. La gestion du capital du RREO a pour objectif d'assurer des fonds suffisants pour le versement des prestations à long terme.

L'une des hypothèses les plus importantes de l'évaluation actuarielle est le taux d'actualisation (établi par le conseil) qui sert à calculer la valeur actuelle des prestations de retraite futures que le régime s'attend à verser aux participants ainsi que la valeur actuelle des cotisations qu'il prévoit de recevoir. Le taux d'actualisation est dérivé du taux de rendement des placements prévu et tient compte des frais de fonctionnement du RREO et des provisions liées à la maturité du régime de même qu'à des événements majeurs défavorables, tels que la crise financière de 2008.

L'excédent ou le déficit de l'évaluation actuarielle préliminaire est déterminé annuellement. Au moins une fois tous les trois ans, un rapport d'évaluation actuarielle officiel doit être déposé auprès des autorités de réglementation. Comme indiqué dans l'Entente de partenaires<sup>1</sup>, le régime ne peut pas être en déficit lorsque ce rapport est déposé<sup>2</sup>. Par conséquent, le rapport officiel doit inclure les redressements nécessaires aux niveaux de prestation ou de cotisation pour éliminer tout déficit de l'évaluation préliminaire. Les redressements sont déterminés par les corépondants conformément aux lignes directrices de la politique de capitalisation (annexe A de l'Entente de partenaires).

<sup>1</sup> L'Entente de partenaires est le document qui établit le partenariat entre les corépondants et décrit les fonctions du Conseil du RREO, de son conseil d'administration et des corépondants.

<sup>2</sup> Le rapport d'évaluation actuarielle officiel doit présenter un équilibre actuariel, c'est-à-dire que la somme des obligations (valeur actuelle des prestations de retraite futures), de la valeur actuelle de la baisse du coût résultant de l'établissement des niveaux de protection contre l'inflation à moins de 100 % et de toute réserve pour éventualités doit être égale à la somme de la valeur marchande des actifs du régime, de l'ajustement de nivellement de l'actif, de la valeur actuelle des cotisations futures et de la valeur actuelle de la contrepartie future des rajustements en fonction de l'inflation non versés.

## NOTE 11. ENGAGEMENTS

Le RREO s'est engagé à effectuer des placements et d'autres opérations dont le financement pourrait s'étendre sur quelques années conformément aux modalités convenues. Au 30 juin 2022, la valeur de ces engagements totalisait 35 060 M\$ (33 185 M\$ au 31 décembre 2021).

## NOTE 12. GARANTIES ET INDEMNISATIONS

### Garanties

Le RREO fournit des garanties à des tiers liés à certains placements et pourrait être appelé à respecter ces garanties si les sociétés émettrices ne respectent pas leurs engagements. Le RREO prévoit que la plupart des garanties arriveront à échéance sans être utilisées. Aucun paiement n'a été effectué par le RREO relativement à ces garanties au cours du semestre clos le 30 juin 2022 et de la période de 12 mois close le 31 décembre 2021.

Le RREO garantit des conventions de prêt et de crédit de certaines sociétés émettrices, qui arriveront à échéance d'ici 2026. L'exposition maximale du RREO est de 488 M\$ au 30 juin 2022 (315 M\$ au 31 décembre 2021). Les sociétés avaient utilisé 258 M\$ au titre de ces conventions (144 M\$ au 31 décembre 2021).

Le RREO garantit pour une société de portefeuille une convention de bail qui arrivera à échéance d'ici 2059. L'exposition maximale du RREO est de 74 M\$ au 30 juin 2022 (74 M\$ au 31 décembre 2021). Il n'y a pas eu de défaut de paiement au titre des conventions de bail en 2022 et en 2021.

Le RREO garantit aussi que certaines sociétés émettrices sont aptes à régler certaines obligations financières. L'exposition maximale du RREO est de 115 M\$ au 30 juin 2022 (87 M\$ au 31 décembre 2021).

Le RREO garantit également le papier commercial et les titres de créance à terme émis par l'Ontario Teachers' Finance Trust (OTTFT) qu'il consolide. Les justes valeurs de ces garanties sont incluses dans les passifs liés aux placements du RREO.

Les titres de créance à terme émis par l'OTTFT, qui figurent au tableau ci-dessous, ne sont pas remboursables avant l'échéance au gré de la fiducie ou du RREO, sauf aux conditions décrites dans leur notice d'offre respective. L'OTTFT et ses sociétés affiliées peuvent, le cas échéant, acheter des billets de premier rang n'importe quand sur le marché libre ou autrement.

Émission	Devise	Montant du capital	Échéance	Coupon
Septembre 2017	USD	1,75 G\$	Septembre 2022	2,125 %
Septembre 2019	USD	1,75 G\$	Septembre 2024	1,625 %
Avril 2020	USD	1,00 G\$	Avril 2025	1,375 %
Mai 2020	EUR	1,50 G€	Mai 2025	0,500 %
Septembre 2020	USD	1,50 G\$	Septembre 2023	0,375 %
Septembre 2020	USD	1,50 G\$	Septembre 2030	1,250 %
Octobre 2020	\$ CA	1,25 G\$	Octobre 2027	1,100 %
Novembre 2020 <sup>1</sup>	EUR	0,75 G€	Novembre 2030	0,050 %
Avril 2021	USD	1,50 G\$	Avril 2031	2,000 %
Mai 2021	EUR	1,25 G€	Mai 2028	0,100 %
Mai 2021	EUR	1,25 G€	Mai 2041	0,900 %
Septembre 2021	USD	2,00 G\$	Septembre 2026	0,875 %
Octobre 2021	GBP	500 M€	Mai 2026	1,125 %
Novembre 2021 <sup>1</sup>	EUR	500 M€	Novembre 2051	0,950 %
Avril 2022	USD	1,50 G\$	Avril 2027	3,000 %
Avril 2022	EUR	1,25 G€	Mai 2032	1,850 %

<sup>1</sup> Émissions d'obligations vertes.

Le papier commercial émis par l'OTTFT n'est pas remboursable avant l'échéance et ne fait l'objet d'aucun remboursement anticipé volontaire, sauf aux conditions décrites dans la notice de placement privé du papier commercial américain de juin 2017. La durée maximale du papier commercial en circulation au 30 juin 2022 est de 397 jours après l'émission aux États-Unis et de 364 jours après l'émission au Canada. Le montant global du capital du papier commercial en circulation en tout temps ne dépasse pas 10 G\$. Au 30 juin 2022, la valeur du papier commercial émis s'élevait à 2 546 M\$ (2 501 M\$ au 31 décembre 2021).

## Indemnisations

Les membres du conseil d'administration, les employés et certaines autres personnes du RREO sont indemnisés dans le cadre de poursuites qui pourraient être intentées contre eux. De plus, dans le cours normal des activités, le RREO peut, dans certains cas, accepter d'indemniser une contrepartie. En vertu de ces ententes, le RREO, ses filiales et ses coentreprises peuvent être tenus d'indemniser des contreparties pour les frais engagés en raison d'éventualités, comme des réclamations fondées en droit ou des modifications des lois et règlements. Le nombre de ces ententes, l'éventail des indemnisations et leur nature imprévisible empêchent le RREO de faire des estimations raisonnables quant au montant maximal qui pourrait devoir être versé à toutes ces contreparties.